

Complicité du ministère de l'Éducation pour que la crise dans ce secteur continue et pour ne pas avouer l'échec de la réforme en Algérie

Comme chaque année, le monde éducatif en Algérie vit depuis 2008 deux calvaires: la grève des enseignants et la sortie des élèves.

Chacun de ces mouvements est légitime devant la maladresse du ministère à traiter à l'avance ces deux dossiers coutumiers comme si la politique du ministère de l'Éducation voulait traiter indéfiniment ces deux événements le long de l'année car tout le monde s'attendait à cela au début de chaque année.

Le premier point de la révolte annuelle des travailleurs de l'Éducation a commencé en 2003 et s'est poursuivi pour devenir un fait routinier à partir de 2008 car il sera accompagné par la sortie des élèves.

Donc cela fait plus de 10 ans que les travailleurs de l'Éducation réclament un salaire digne, un statut et une retraite à 25 ans à 100% vu la pénibilité du métier mais à chaque fois, le ministère de l'Éducation pour faire durer ce mouvement de grève trouve le moyen de tromper les syndicats agréés et se jouent d'eux comme il veut avec en plus des ponctions de salaire sur les grévistes pour les narguer, de ce fait je vois une complicité du ministère pour orchestrée ces grèves prévues à l'avance. Pour mettre fin à ces grèves violentes et rendre confiance au corps des travailleurs de l'Éducation, il est plus facile de régler une fois pour toutes les revendications des travailleurs de l'Éducation au lieu de les manipuler en créant des injustices avouées au niveau de la grille des salaires et de leur statut par rapport aux autres secteurs de la fonction publique et en tardant à les régler d'où la complicité pour que l'action annuelle continue. Pour ce qui des syndicats, là aussi le ministère a joué un rôle de manipulateur pour aider certains à avoir leur agrément et s'opposer à d'autres en complicité avec le ministère du travail car les organisations qui dérangent par leur position et la sympathie dans le milieu éducatif ne doivent pas être agréés en Algérie (pour être agréé il faut passer par l'aval du ministre de l'Éducation et non par les lois de la République). Ces mouvements sont toujours suivis en janvier par la sortie des élèves dans la rue là aussi un événement prévu par le ministère. Et non résolu car il a une relation direct avec la réforme, là aussi la fuite en avant du ministère de l'Éducation continue car pour donner une explication à cela, on fait croire à la société que c'est la aux grèves et aux enseignants.

Les élèves sont sorties dans la rue certains pour crier leur marasme sur les conditions dans lesquelles ils se trouvent d'autres pour se reposer car ils n'ont pas le niveau.

Pourquoi ce marasme des élèves:

La réforme appliquée ne peut réussir vu les moyens mis en place pour son application de plus amputée de l'approche par compétence qui est le moteur de cette réforme. Dans certains établissements certains enseignants appliquent comme ils peuvent cette apprentissage vu le manque de formation d'autres continuent à employer l'ancienne méthode d'enseigner. De plus, l'élève est devenu un assisté il ne peut suivre son apprentissage sans passer par des cours particuliers dans toutes les matières, il n'arrive plus à suivre ses cours ni à travailler seul, il rentre fatigué chez lui et arrive le matin en classe endormi et sous tension alors à chaque remarque faite par son enseignant il peut réagir avec violence. L'enseignant est affronté à cette situation ainsi qu'à la surcharge des classes d'où le ras le bol de l'enseignant et de l'élève.

Dans ces conditions toutes les réformes du monde ne peuvent réussir. Mais notre ministère au de réunir toutes les parties concernées et sur le terrain continue sa fuite en avant en décidant seul sur l'avenir des générations futures et faire un bilan de la situation.

L'élève a compris que le ministère veut faire durée le problème du seuil et qu'en janvier il doit faire une grève pour que le ministère accède à son souhait et qu'à la fin de l'année on ait des milliers de mention très bien et un grand pourcentage de réussite au bac même s'il ne sera pas reconnu par les instances internationales. Donc chacun trouvera son compte et la réforme aura réussi puisque les taux de succès aux examens atteindra des pourcentages jamais égalé depuis l'indépendance et que nos classes atteindront aussi un nombre jamais égalé depuis l'indépendance pourquoi pas 100 élèves et ainsi un jour on aura tout le monde sera bachelier et tout le monde sera universitaire et vive la réforme et la démocratie éducative. Messieurs les responsable ce n'est pas comme cela qu'on gère l'Éducation de nos enfants arrêter cette fuite en avant et laisser les compétences sauvaient ce qui peut être sauvé.

Monsieur Hakem Bachir
Professeur de mathématiques au lycée Colonel Lotfi d'Oran
Porte parole du CLA